

## Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

## Marché de Travaux Aménagement du 1<sup>er</sup> étage SSR et ELSM sur le site de Cherbourg

### CPAM de la Manche

#### PROCEDURE ADAPTEE

Numéro du marché : 2025CP5003PA01 à 10

*Marché passé en application de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale et renvoyant aux dispositions du Code de la Commande Publique, articles L. 2123-1 et R. 2123-1 et -4*

## Sommaire

1. Objet du marché, dispositions générales.....	5
1.1 Objet.....	5
1.2. Mode de passation .....	5
1.3. Décomposition de la consultation .....	6
1.4. Tranche optionnelle .....	7
1.5. Réalisation de prestations similaires .....	7
1.6. Sous-traitance .....	7
2. Pièces contractuelles .....	8
3. Forme des notifications et informations au titulaire .....	9
4. Durée et délais d'exécution .....	10
4.1. Durée du marché .....	10
4.2. Délais d'exécution .....	10
5. Prix .....	10
5.1. Forme des prix .....	10
5.2. Forme des prix .....	10
5.3. Contenu des prix .....	10
5.4. Mois d'établissement des prix .....	11
5.5. Révision des prix .....	11
5.6. Formules de variation .....	11
5.7. Augmentation du montant des travaux .....	11
5.8. Avance.....	11
5.9. Retenue de garantie .....	12
6. Règlement des comptes et demandes de paiement .....	13
6.1. Modalité de facturation et de règlement.....	13
6.2. Demande de paiement d'acomptes.....	14
6.3. Demande de paiement final .....	14

6.4. Dans le cas d'une réception avec réserve.....	14
6.5. Paiements des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct.....	14
7. Pénalités.....	15
7.1. Pénalités de retard.....	15
7.2. Autres pénalités .....	16
8. Retenues pour remise des documents fournis après exécution .....	16
9. Provenance des matériaux et produits.....	16
10. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....	17
11. Préparation, coordination et exécution des travaux .....	17
11.1. Calendrier détaillé d'exécution des travaux .....	17
11.2. Coordination des travaux.....	17
11.3. Période de préparation, programme d'exécution des travaux .....	17
12. Plans d'exécutions, notes de calculs, études de détails .....	18
13. Lutte contre le travail dissimulé.....	18
14. Organisation, déroulement, sécurité et hygiène des chantiers.....	18
14.1. Emplacement des installations de chantier.....	18
14.2. Mesures particulières concernant la sécurité et la santé.....	18
Le plan de sécurité et de santé .....	19
14.3. Registre de chantier .....	19
15. Contrôles et réception des travaux.....	19
15.1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	19
15.2. Réception .....	19
15.3. Documents fournis après exécution .....	20
15.4. Délai de garantie .....	21
16. Dommages causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution .....	21
17. Assurances .....	21
17.1. Assurance de responsabilité civile professionnelle .....	21
17.2. Assurance de responsabilité civile décennale .....	22

17.3. Assurance des travaux .....	22
17.4. Absence ou insuffisance de garantie du titulaire .....	22
17.5. Sinistres .....	22
18. Clause de réexamen .....	23
19. Différents et litiges .....	24
20. Résiliation .....	24
21. Confidentialité et Sécurité .....	25
22. Dérogations au CCAG applicable .....	25

## 1. Objet du marché, dispositions générales

### 1.1 Objet

La présent marché, régi par le présent document a pour objet **l'aménagement de locaux pour l'ELSM (Echelon Local du Service Médical) et le Service Social de la CARSAT sur le site CPAM à Cherbourg.**

Lieu d'exécution : 33 rue Grande Vallée – 50100 Cherbourg en Cotentin

Etablissement recevant du public, 5ème catégorie, type W.

Activité principale : Bureaux administratifs

Description succincte de l'opération :

- Dépollution de menuiseries extérieures bois et de faïences et remplacement à neuf
- Aménagements intérieurs : démolition cloisons légères, création cloisonnement CF1h
- Peinture cloisons, revêtement de sol,
- Réfection des plafonds, isolation combles
- Modification des réseaux éclairages, courants forts et faibles
- Modification des réseaux de chauffage
- Création d'un réseau d'extraction - ventilation

Les spécifications techniques sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières.

#### **Important - Travaux en site occupé :**

L'ensemble des travaux seront réalisés selon le planning prévisionnel de réalisation des travaux du maître d'ouvrage. Lors des interventions, la zone concernée par les travaux sera inoccupée, mais le reste des niveaux du bâtiment restera occupé et en activité.

### 1.2. Mode de passation

La présente consultation est passée suivant une procédure adaptée ouverte avec possibilité de négociation librement définie par l'acheteur, en application des articles L. 2123-1, R. 2123-1 et R. 2123-4 du code de la commande publique.

Le marché comprend le traitement de données à caractère personnel. Par dérogation à l'article 5.2.3 du CCAG, il sera fait application de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

### 1.3. Décomposition de la consultation

Le présent marché est alloti et à tranches. Il est décomposé en 10 lots.

<b>TRANCHE FERME</b> Lots	<b>Aménagement du 1<sup>er</sup> étage SSR et ELSM sur Cherbourg</b> Désignation du lot
<input type="checkbox"/> Lot n°1	Désamiantage
<input type="checkbox"/> Lot n°2	Aménagements intérieurs
<input type="checkbox"/> Lot n°3	Sol/Peinture
<input type="checkbox"/> Lot n°4	Cloisons amovibles/Faux-plafond/isolation combles
<input type="checkbox"/> Lot n°5	Electricité courants fort/faible
<input type="checkbox"/> Lot n°6	Chauffage/Plomberie/Sanitaire/Aération EU
<input type="checkbox"/> Lot n°7	Carrelage/faïence
<input type="checkbox"/> Lot n°8	Menuiseries extérieures
<input type="checkbox"/> Lot n°9	Etanchéité
<input type="checkbox"/> Lot n°10	Ventilation extraction soufflage
<b>TRANCHE OPTIONNELLE</b> Lots	<b>Aménagement du 1<sup>er</sup> étage SSR et ELSM sur Cherbourg</b> Désignation du lot
<input type="checkbox"/> Lot n°2	Tranche optionnelle 3 : cloison fixe salle Nomade
<input type="checkbox"/> Lot n°2	Tranche optionnelle 4 : porte placard salle Nomade
<input type="checkbox"/> Lot n°4	Tranche optionnelle 1 : Sanitaire 2 <sup>ème</sup> étage
<input type="checkbox"/> Lot n°4	Tranche optionnelle 5 : Habillage de gaines et faux-plafond salle Nomade
<input type="checkbox"/> Lot n°5	Tranche optionnelle 6 : CTA salle Nomade 1 <sup>er</sup> étage
<input type="checkbox"/> Lot n°6	Tranche optionnelle 2 : Ventilation aération de chute EU sanitaire 2 <sup>ème</sup> étage
<input type="checkbox"/> Lot n°9	Tranche optionnelle 7 : Aération couverture zinc salle Nomade
<input type="checkbox"/> Lot n°10	Tranche optionnelle : Ventilation cafétéria

Chaque lot séparé constitue un contrat à part entière faisant l'objet d'un acte d'engagement distinct engageant respectivement chacun des cocontractants envers le pouvoir adjudicateur.

#### 1.4. Tranche optionnelle

La CPAM de la Manche est engagée uniquement sur la tranche ferme, les titulaires sont engagés sur toutes les tranches du marché, fermes et optionnelles.

La tranche optionnelle pourra être affermie à n'importe quel moment, lors de l'exécution du marché par un ordre de service notifié par le maître d'ouvrage. Cette tranche optionnelle devra s'exécuter dans les conditions prévues par le présent CCAP.

La CPAM de la Manche n'est pas dans l'obligation d'affermir la tranche conditionnelle, elle pourra y renoncer pour des motifs financiers ou techniques.

En cas de non affermissement, le titulaire du marché est désengagé en ce qui concerne l'exécution de la tranche optionnelle. Les tranches non affermies pourront, le cas échéant, être exécutées par un autre opérateur économique dans le cadre d'un autre marché.

Il n'est pas prévu d'indemnité de dédit ou d'attente en cas de non affermissement de la tranche optionnelle.

Le titulaire de la tranche optionnelle pourra être un groupement d'entreprise.

#### 1.5. Réalisation de prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire, en application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

#### 1.6. Sous-traitance

Les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le maître d'ouvrage.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera l'acte spécial de sous-traitance, dûment complété et signé en y joignant les pièces qui y sont demandées. En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

Conformément à l'article 3.6 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage notifiera, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire du marché s'engage à faire connaître au maître

de l'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître au maître d'ouvrage le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, de cette acceptation et de cet agrément et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du code du travail.

## 2. Pièces contractuelles

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante, par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux :

### Pièces particulières :

L'acte d'engagement, le CCAP et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propre à chaque document.

- L'acte d'engagement et ses annexes : le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire des lots 1 à 9 (DPGF), le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire du lot 10 Ventilation,
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes :
  - plan 1 : zone travaux démolition
  - plan 2 : démolition
  - plan 3 : amiante
  - plan 4 : projet
  - plan 5 : électricité
  - plan 6 : 2<sup>ème</sup> étage
  - plan 7 : terrasse 3<sup>ème</sup> étage
  - plan 8 : zone travaux RDC
  - plan 9 : plan lot 10 ventilation
- Le CCTP du lot 10 Ventilation,
- Le Rapport Initial de Contrôle Technique du bureau de contrôle technique (RICT),
- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGC),
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché ;
- Le mémoire technique du titulaire,
- Les 2 rapports de repérage amiante avant travaux,
- Les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire suivants ainsi que ceux



qui seraient rendus contractuels lors de la mise au point du marché :

- OUV7 – Réponse à la demande de précisions ou de compléments sur l'offre du titulaire,
  - Cadre de négociation le cas échéant,
  - OUV11 – Mise au point des composantes du marché public,
  - Dernière version du Cadre de décomposition Forfaitaire des prix du titulaire
- Le CCTG CNGR, document de référence pour les travaux de réalisation d'infrastructure pré-câblées en catégories 6A ISO/Classe EA

#### Pièces générales :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés de travaux publics, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux travaux objet du marché, lorsqu'il existe et si celui-ci vise ce cahier (cf. CCTP) ;
- Les normes, DTU, CCTG, avis techniques applicables aux prestations de l'opération en vigueur au premier jour du mois qui précède la date limite de réception des offres ;
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale,
- Le code de la commande publique.

#### **Informations complémentaires**

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces ci-dessus constitutives du présent marché, est réputée non écrite.

### **3. Forme des notifications et informations au titulaire**

#### **Ordres de service**

Les ordres de service sont datés, numérotés et notifiés par le maître d'ouvrage. Le titulaire en accuse réception datée.

Les ordres de service émis par le maître d'ouvrage qui entraînent une modification du marché en termes de délai d'exécution, de durée ou de montant sont accompagnés du justificatif de la validation préalable par le maître d'ouvrage.

Les travaux sont exécutés par l'entrepreneur, sous la direction du Maître d'ouvrage, conformément aux ordres de services émis, plans et dossiers remis.

La notification du marché vaut ordre de démarrage général des travaux.

Chaque lot fera ensuite l'objet d'un ordre de service spécifique de démarrage des travaux émis par le Maître d'ouvrage.

L'article 3.8 du CCAG travaux sera appliqué.

Concernant l'affermissement de la tranche optionnelle, la notification par ordre de service est conditionnée à la décision préalable du maître de l'ouvrage d'affermir la tranche ou de renoncer à l'exécution de la tranche.

## Information au titulaire

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, du pouvoir adjudicateur prévoit d'utiliser tout moyen permettant d'attester de la date et l'heure de leur réception.

## 4. Durée et délais d'exécution

### 4.1. Durée du marché

La durée du marché est de 6 mois, période de préparation inclus, à compter de la date de notification de marché valant ordre de démarrage général des travaux.

### 4.2. Délais d'exécution

POUR LA TRANCHE FERME :

Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans ce délai d'ensemble.

POUR LA TRANCHE OPTIONNELLE :

La tranche optionnelle pourra être affermie à n'importe quel moment lors de l'exécution du marché par un ordre de service notifié par le maître d'ouvrage. Cette tranche optionnelle devra s'exécuter dans les conditions prévues par le présent document et dans les délais prescrits par le maître d'ouvrage lors de l'établissement de l'ordre de service afférent.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

**Dates prévisionnelles de chantier :** octobre 2025 à mars 2026.

## 5. Prix

### 5.1. Forme des prix

Conformément à l'article 5 de l'Acte d'engagement, le présent marché est conclu à prix global et forfaitaire, révisable.

### 5.2. Forme des prix

Les entreprises ont la possibilité de compléter leur offre en proposant des variantes en fin de DPGF, mais sans modifier le cadre de décomposition présenté et sans omettre de répondre en base aux exigences du CCTP.

### 5.3. Contenu des prix

Les prix du marché sont hors T.V.A.

Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux telles que visées à l'article 9 du Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux (CCAG TX).

En aucun cas, l'entrepreneur ne pourra arguer, après notification du marché, des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions du CCTP ou des plans pour justifier une demande de supplément.

La décomposition du prix forfaitaire a valeur contractuelle. Elle sera utilisée en cours d'exécution du marché comme base de référence pour l'établissement des prix des travaux supplémentaires ou modifiés. Elle servira aussi au calcul de la réfaction des prix si des travaux initialement prévus n'étaient pas réalisés.

#### 5.4. Mois d'établissement des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques correspondant au mois d'établissement des prix ; ce mois est appelé "mois zéro".

En application de l'article 9 du CCAG-Travaux, pour le présent marché, le mois M0 est celui de la date limite de réception des offres tel qu'indiqué dans le Règlement de consultation.

#### 5.5. Révision des prix

Le prix de la tranche optionnelle sera révisable dans les mêmes conditions que la tranche ferme.

En application de l'article R 2112-13 du code de la commande publique, les prix des marchés révisables seront révisés mois par mois, suivant les décomptes mensuels, au moyen de la formule proposée par le titulaire du marché.

#### 5.6. Formules de variation

Les formules de variation seront obligatoirement établies en index « Bâtiment » ou « Travaux Publics », sauf dans le cas où la nature des ouvrages ne permettrait pas le rattachement aux index.

Dans ce cas, les formules seraient établies en indices BOCCRF - Bulletin Officiel de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes, ou INSEE.

*Menuiseries intérieures bois BT18a, Plâtrerie sèche BT08, Revêtement de sols souples BT10, Plafonds suspendus BT08, Peinture BT46, Chauffage Ventilation BT40-BT41, Electricité BT47.*

#### 5.7. Augmentation du montant des travaux

Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG Travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire ne peut poursuivre les travaux sans modification du marché préalable ou sans avoir reçu une décision de poursuivre émanant du maître de l'ouvrage.

#### 5.8. Avance

Une avance est accordée au titulaire dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur, sauf renonciation expresse dans l'acte d'engagement.

Les montants relatifs à l'avance évoqués ci-dessous sont exprimés toutes taxes comprises.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code

de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 20 % en application de l'article 10.1 option A du CCAG-Travaux.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2193-18 à R. 2193-21 du code de la commande publique.

Les modalités de détermination du montant de l'avance à verser sur ce compte s'appliquent alors au montant TTC des prestations à réaliser par l'ensemble des cotraitants solidaires.

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois après production de la garantie le cas échéant et son règlement interviendra dans le délai fixé au présent CCAP.

Ce règlement doit intervenir au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet sa première demande de paiement relatif à l'exécution du marché ou de la tranche.

En application de l'article R2191-11 du code de la commande publique, si l'avance est inférieure ou égale à 30% du montant du marché, elle sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant du marché. Si l'avance est supérieure à 30% du montant du marché, le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire dès la première demande de paiement.

Conformément à l'article R2191-12 du code de la commande publique, si l'avance est inférieure à 80% du montant du marché, son remboursement devra être achevé lorsque le montant des prestations réalisées atteindra 80 % du montant du marché. Si l'avance est supérieure ou égale à 80% du montant du marché, elle sera intégralement remboursée lorsque le montant des prestations réalisées atteindra le montant de l'avance accordée.

La résorption de l'avance s'effectuera, sur chaque demande de paiement, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers.

Il sera exigé une garantie à première demande en contrepartie de l'avance, sauf si le titulaire est un organisme public. La garantie demandée en contrepartie du versement de l'avance couvrira la totalité de celle-ci.

L'acheteur n'accepte pas qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

Les sûretés seront libérées à la fin de la résorption de l'avance.

### **5.9. Retenue de garantie**

Une retenue de garantie de 5.0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Le titulaire pourra remplacer la retenue de garantie par une garantie à première demande. L'acheteur n'accepte pas de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. La mise en œuvre de la retenue de garantie est encadrée par les articles R. 2191-34 à R. 2191-42 du code de la commande publique.

## 6. Règlement des comptes et demandes de paiement

### 6.1. Modalité de facturation et de règlement

Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des quantités de travaux exécutés. Le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage.

**Le titulaire transmet ses demandes de paiement par e-mail à la CPAM de la Manche pour vérification, puis, après validation des demandes de paiement par le maître d'ouvrage, le titulaire les dépose sur CHORUS PRO.**

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique.

Règlement des sommes dues dans un délai de 30 jours, à compter de la réception de la facture conforme.

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par la CPAM de la Manche en application du présent marché donne lieu de plein droit, et sans autre formalité, au profit du Titulaire au versement des intérêts moratoires. Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du marché en faisant porter le montant au crédit du ou des comptes bancaires renseignés dans l'acte d'engagement (joindre les RIB).

En application des dispositions de l'article L. 2192-3 et L. 2392-3 du code de la commande publique, le titulaire est invité, si possible, à privilégier la transmission des factures sous forme électronique.

Le dispositif décrit ci-après peut s'appliquer également à ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct.

Pour ce faire, le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé Chorus Pro, accessible depuis l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>

Ainsi, le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le n° de SIRET de la CPAM de la Manche : 780 915 864 00026

- Le numéro d'engagement : TrvxCherbourg2025.
- Le code service : SGIL

Pour la validation des factures avant dépôt sur Chorus, celles-ci doivent être envoyées à l'adresse suivante : [logistique.cpam-manche @assurance-maladie.fr](mailto:logistique.cpam-manche@assurance-maladie.fr)

## 6.2. Demande de paiement d'acomptes

Les acomptes mensuels seront présentés conformément au modèle agréé par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG Travaux, l'état d'acompte sera notifié au titulaire par le maître de l'ouvrage au plus tard lors du règlement de l'acompte ou dans un délai de 7 jours calendaires si le projet de décompte mensuel remis par le titulaire a été modifié.

## 6.3. Demande de paiement final

Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG Travaux, le titulaire transmet au maître d'ouvrage son projet de décompte final à compter de la plus tardive de ces dates :

- date de notification de la décision de réception,
- date de remise des documents demandés en application de l'article 40 du CCAG et du présent CCAP,
- date d'application de la retenue définitive dans les conditions définies ci-dessous.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage disposera d'un délai de 30 jours à compter de la réception du projet de décompte général signé par le titulaire pour lui notifier le décompte général.

Lorsque le titulaire notifie au représentant du Maître d'Ouvrage un projet de décompte général signé, il indique expressément dans son envoi vouloir faire application des dispositions de l'article 12.4.4 du CCAG et qu'en l'absence de notification du décompte général par le représentant du Maître d'Ouvrage dans un délai de 30 jours de la réception des documents, le décompte général deviendra tacitement le décompte général et définitif. A défaut de cette indication, en l'absence de notification du décompte général dans ce délai, le décompte général signé par le titulaire ne pourra devenir le décompte général et définitif.

## 6.4. Dans le cas d'une réception avec réserve

Dans le cas d'une réception avec réserves, en complément du CCAG Travaux, si lors de son établissement, des réserves à la réception n'ont pas encore été levées par le titulaire, le projet de décompte général fera état des sommes correspondant à la réalisation des travaux nécessaires à la levée de ces réserves.

## 6.5. Paiements des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct

Les paiements sont répartis entre le titulaire, les cotraitants ou sous-traitants payés directement comme indiqué dans l'acte d'engagement et son annexe en cas de besoin.

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les

demandes de paiement.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct seront subordonnés à l'information par le maître d'ouvrage, dans les conditions prévues par les articles R. 2193-10 à R. 2193-16 du code de la commande publique, de l'acceptation par l'entrepreneur principal des pièces justificatives servant de base au paiement direct.

En complément du CCAG Travaux, le titulaire transmet avec sa demande de paiement la copie des demandes de paiement des sous-traitants acceptées, complétées ou rectifiées par lui.

Le paiement du sous-traitant sera effectué sur la base de la demande de paiement adressée, par le sous-traitant, à l'acheteur et libellée en son nom, ou, de l'acceptation totale ou partielle de la facture du sous-traitant par le titulaire, dans les conditions visées aux articles R. 2193-10 à R. 2193-16 du code de la commande publique. Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours du marché et pour solde du contrat de sous-traitance.

## 7. Pénalités

### 7.1. Pénalités de retard

En cas de non-respect des impératifs de planning, il sera appliqué des pénalités suivantes, sans mise en demeure préalable et sur simple constatation de la maîtrise d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 19 du CCAG Travaux, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée. Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par le présent marché doivent être transmis par le titulaire par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le maître d'ouvrage.

**Le titulaire s'expose à une pénalité en cas de retard dans :**

- **La remise ou la diffusion des documents** nécessaires à l'ordonnancement ou à la coordination des travaux (plans d'exécution, échantillons, notes de calcul, notes techniques, études de détails, plans de synthèse etc.). Par document et par jour calendaire de retard : 120 € HT.
- **L'installation du chantier** : 500€ HT par jour calendaire de retard.
- **La libération des terrains et locaux** mis à la disposition des entrepreneurs par le Maître d'ouvrage : 80€ HT par jour calendaire.
- **le nettoyage du chantier** et respect des règles d'hygiène : 80€ HT par jour calendaire
- **La livraison du chantier**, non respectée en fonction de la date indiquée sur l'ordre de service par jour calendaire 400 € HT. Compris si réserve non levée. Le Maître d'Ouvrage se donne le droit d'appliquer cette pénalité à un lot ou à plusieurs lots.
- **Présence sur le chantier de personnels d'une entreprise en situation de sous-traitance occulte** (non déclarée au maître de l'ouvrage ou non agréée par lui) : 1 500 € pour chaque infraction constatée (nonobstant les mesures coercitives prévues par le CCAG travaux)

**En cas de retard du titulaire dans l'exécution des travaux**, et sans mise en demeure préalable, ce dernier s'expose à une pénalité par jour calendaire de 100 € HT par jour calendaire. Compris si réserve non levée.

## 7.2. Autres pénalités

Des pénalités seront appliquées **en cas d'absence aux rendez-vous de chantier, d'étude, de coordination, de présentation et une visite** dans les conditions qui suivent :

- Toute entreprise non représentée ou non excusée au rendez-vous de chantier hebdomadaire ou de coordination se verra appliquer une pénalité de 150 € HT par absence.

Les pénalités seront comptabilisées en fin de chantier et retenues sur le décompte définitif.

Pour chaque réunion, un compte rendu sera rédigé par le Preci Normandie où seront consignés, entre autres, les noms des entreprises présentes ou absentes

Des pénalités seront appliquées pour **non-respect des Visa** du Preci Normandie/BET Ventilation ou Avis du Bureau de contrôle, mais aussi le non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier. Pour chaque infraction constatée et par jour calendaire, une pénalité de 100 € HT sera appliquée.

**La rupture non programmée de la continuité de fonctionnement du site** (électrique, informatique, eau froide, eau chaude, eaux usées et eaux vannes, chauffage, ventilation flux de passage des personnes et des secours entrainera une pénalité de 100 € HT par jour calendaire de rupture.

Le dépôt de matériels, matériaux, gravois en dehors des zones prescrites se verra pénaliser de 80 € HT par jour, jusqu'à la constatation de l'enlèvement des dépôts.

## 8. Retenues pour remise des documents fournis après exécution

En cas de non remise, à la date des opérations préalables à la réception, des documents à fournir après exécution visés à l'article "Documents fournis après exécution" ci-dessous, une retenue forfaitaire provisoire sera opérée d'un montant de 300 € (trois cents euros) ;

Cette retenue s'effectuera sur les sommes dues à l'entrepreneur dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du C.C.A.G. et au présent article jusqu'à la remise de la totalité des documents. Toutefois et s'il y a lieu, par dérogation à l'article 19.3, si le montant du dernier décompte mensuel ne permettait pas l'application de cette retenue, le maître d'ouvrage pourra l'effectuer sur les acomptes précédents.

Au-delà de 2 mois suivant la date des opérations préalables à la réception, si les documents ne sont pas fournis, cette retenue provisoire deviendra définitive après mise en demeure préalable restée sans effet. Elle suivra le régime fiscal des pénalités.

## 9. Provenance des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de la construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par le CCTG ou déroge aux dispositions dudit CCTG.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents assurant la



traçabilité de tous les produits et matériaux mis en œuvre préalablement à leur mise en œuvre.

## 10. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Les dispositions des articles 23 à 25 du CCAG travaux concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier sont applicables à la présente consultation étant précisé que :

- Le CCTP définit les compléments à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG.
- Le CCTP ne déroge pas aux dispositions du CCAG.
- Les vérifications, essais et épreuves sont réalisés par le maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par la consultation :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils lui seront rémunérés conformément aux dispositions de l'article 14 du CCAG.
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront réglés par le maître de l'ouvrage.

## 11. Préparation, coordination et exécution des travaux

### 11.1. Calendrier détaillé d'exécution des travaux

Le calendrier détaillé d'exécution élaboré pendant la période de préparation se substituera au calendrier prévisionnel d'exécution des travaux dans les conditions fixées à l'article 28.2.3 du CCAG Travaux.

### 11.2. Coordination des travaux

La coordination des travaux comprenant l'ordonnancement, le pilotage et la direction des travaux faisant l'objet du marché et de ceux faisant l'objet des autres marchés concourant à la réalisation de l'ouvrage sera assurée par le maître d'ouvrage.

### 11.3. Période de préparation, programme d'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, il est fixé une période de préparation de 1 mois.

Cette période s'effectue dans les conditions de l'article 28-2 du CCAG Travaux à la diligence respective du maître d'ouvrage et de l'entrepreneur lorsque les travaux sont allotés.

L'entrepreneur devra dresser un programme d'exécution des travaux conformément à l'article 28 du CCAG comportant notamment le calendrier d'exécution des travaux, le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, le plan de sécurité et d'hygiène, ainsi que les dispositions utiles pour obtenir la qualité requise des ouvrages telles que définies à l'article 28.4 du CCAG Travaux.

Le titulaire n'est pas tenu d'établir un plan d'assurance qualité du chantier.

## 12. Plans d'exécutions, notes de calculs, études de détails

**Il est précisé que le maître d'ouvrage n'est pas chargé des études d'exécution des ouvrages.**

Les études d'exécution seront réalisées par les entreprises. Ces études seront soumises au maître d'ouvrage, au Preci Normandie, au BET Ventilation et au contrôleur technique, pour visa préalablement à la réalisation des travaux dans les conditions définies à l'article 29 du CCAG Travaux.

Ces documents seront fournis en 1 exemplaire, sur un support permettant la reproduction.

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

## 13. Lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire devra remettre au maître de l'ouvrage, sur demande de celui-ci, dans un délai de 10 jours, l'enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier établi conformément à l'article 31.5 du CCAG Travaux.

## 14. Organisation, déroulement, sécurité et hygiène des chantiers

### 14.1. Emplacement des installations de chantier

Les emplacements qui pourront être mis gratuitement à la disposition de l'entrepreneur, pour tout ou partie de ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux seront définis lors de la première réunion de chantier.

Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux.

Le maître d'ouvrage se réserve un droit de contrôle sur les installations réalisées par l'entrepreneur.

Le titulaire s'engage au respect de toutes dispositions législatives, réglementaires ou contractuelles relatives aux installations de chantier.

### 14.2. Mesures particulières concernant la sécurité et la santé

Le titulaire ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG Travaux.

Les modalités particulières d'application de ces textes sont définies comme suit : dans les documents contractuels du présent marché et le PGC du coordonnateur SPS.

Les mesures ci-après, concernant la sécurité et la santé sont prises par les intervenants conformément aux articles L 4211-1 et 2, L 4531-1 à 3, L 4532-1 à 18 et R 4532-1 à 4533-7 du Code du travail.

#### Le plan de sécurité et de santé

Le chantier est soumis à la mise en place d'un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

☒ Le chantier est soumis à la mise en place d'un plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

☒ Le chantier est soumis à un plan particulier de sécurité et de protection de la santé

Le Plan particulier de sécurité et de santé devra être transmis par l'entreprise au coordonnateur dans les conditions prévues aux articles R 4532-56 à R 4532-76 du Code du travail dans un délai de 30 jours après la notification du marché.

Ces conditions s'imposent aux sous-traitants et travailleurs indépendants dans les mêmes conditions. Il appartient aux entreprises titulaires de les répercuter.

### 14.3. Registre de chantier

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG Travaux, il ne sera pas tenu par le maître d'ouvrage un registre de chantier.

## 15. Contrôles et réception des travaux

### 15.1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages sont prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou le CCTP.

Les dispositions de l'article 24.4 du CCAG Travaux et de l'article relatif aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables aux essais et contrôles objet du présent article.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le présent marché. Les premiers essais, définis par le maître d'ouvrage seront à la charge du maître d'ouvrage. Tous les suivants qui s'avèreraient nécessaires, les précédents n'étant pas satisfaisants seront à la charge de l'entreprise ; le programme étant dans chaque cas défini par le maître d'ouvrage, de même que l'organisme chargé de les réaliser.

### 15.2. Réception

La réception est l'acte par lequel le maître d'ouvrage accepte avec ou sans réserves, l'ouvrage exécuté dans les conditions définies aux articles 41 et suivants du CCAG Travaux.

En cas de phases correspondant à un ouvrage ayant sa propre fonctionnalité et autonomie, il pourra être prononcé des réceptions partielles conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG Travaux.

Chaque réception partielle fera courir le délai de garantie propre aux ouvrages réceptionnés à compter de la date d'effet de cette réception.

La date de réception sera unique pour tous les lots, et prendra effet à la fin de l'ensemble des travaux relatifs à la réalisation de l'ouvrage, sauf identification d'une partie d'ouvrage constitutive d'un lot qui ferait l'objet d'une réception partielle comme indiqué ci-dessus. Cependant, un constat d'achèvement des travaux pourra être établi lorsqu'un entrepreneur en fera la demande.

Par dérogation à l'article 42.2 du CCAG Travaux, la prise de possession par le maître de l'ouvrage, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, de certains ouvrages ou parties d'ouvrages doit être précédée d'une réception partielle dont les conditions seront fixées par le représentant du pouvoir adjudicateur et notifiées par ordre de service.

### 15.3. Documents fournis après exécution

Le titulaire remet au maître d'ouvrage dans le délai défini ci-dessous les éléments constitutifs du DOE et les éléments nécessaires à l'établissement du DIUO qui le concerne.

Le contenu du DOE est fixé comme suit :

- les plans d'ensemble et de détails, les plans de récolement conformes aux ouvrages exécutés établis par le titulaire, y compris les réseaux réalisés,
- les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, les spécifications de pose, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre établis ou collectés par l'entrepreneur, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements,
- les constats d'évacuation des déchets

Par dérogation à l'article 40 du CCAG Travaux, l'ensemble des documents à remettre après exécution doivent être remis au maître d'ouvrage au plus tard à la date des OPR fixée par celui-ci.

Les notices de fonctionnement et d'entretien, en langue française, ainsi que le dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage, seront fournis au format informatique (standard.zip, Pack Microsoft office, Adobe Acrobat.pdf, standard.dwg).

Les plans et les autres documents conformes à l'exécution seront fournis au format informatique (standard.zip, Pack Microsoft office, Adobe Acrobat.pdf, standard.dwg).

Ces documents seront à fournir au CT pour l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Ces documents seront aussi remis sous forme électronique par e-mail à l'adresse suivante :

[logistique.cpam-manche@assurance-maladie.fr](mailto:logistique.cpam-manche@assurance-maladie.fr) ou par un service de stockage et de partage de fichiers internet sécurisé de l'Assurance Maladie.

Tous les documents devront être sécurisés, identifiables et interopérables avec les logiciels de dessin et de calcul suivants : standard.dwg.

#### 15.4. Délai de garantie

Le délai de garantie prévu à l'article 44.1 du CCAG travaux ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

Les éventuels constats d'achèvement partiel de travaux ne font pas courir le délai de garantie qui ne court qu'à compter de la date d'effet de la réception de l'ensemble des travaux. Le titulaire reste ainsi tenu par son obligation contractuelle à l'égard du maître d'ouvrage.

### 16. Dommages causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution

En complément de l'article 35 du CCAG Travaux, le titulaire supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature qui pourraient être causés à des tiers, y compris ses sous-traitants et les autres entreprises intervenant sur le même chantier, du fait de la réalisation des travaux et prestations objet du marché.

La réception, prononcée avec ou sans réserve, ne fait pas obstacle à ce qu'un recours puisse être exercé à l'encontre du titulaire, en cas de réclamation auprès du maître d'ouvrage en raison de tous dommages matériels, immatériels et/ou corporels subis par des tiers, même si au jour de la réception lesdits dommages ne sont ni apparents ni connus.

### 17. Assurances

#### 17.1. Assurance de responsabilité civile professionnelle

Le titulaire, ou chacun des cotraitants en cas de groupement, doit justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie qu'il est titulaire d'un contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, ou cotraitants si le titulaire est mandataire du groupement, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers y compris au maître d'ouvrage ou à son représentant du fait ou à l'occasion de la réalisation des travaux, objet du présent marché.

Dans le cas où cette justification n'aurait pas été produite avant la signature du marché sur demande du maître de l'ouvrage, le titulaire devra produire celle-ci dans un délai de 10 jours de la demande du maître de l'ouvrage

Par ailleurs, le titulaire devra produire cette attestation en cours d'exécution des travaux si le chantier dure sur plusieurs années civiles, au plus tard le 15 janvier de la nouvelle année civile.

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le présent marché aux torts du titulaire en cas de non production des justificatifs d'assurance.

Le contrat comportera des montants de garantie suffisants quant aux risques encourus.

L'attestation d'assurance devra préciser, outre l'identité de la compagnie ou de la mutuelle d'assurance, le numéro de police ou des polices, le montant des capitaux garantis par catégorie de risques. Le titulaire devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement des primes correspondantes.

## 17.2. Assurance de responsabilité civile décennale

En cas de travaux portant sur des ouvrages de construction soumis à l'obligation d'assurance, le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants et leur sous-traitants, doivent avoir souscrit à leur frais et justifier au moyen d'une attestation établie sur papier en-tête de la compagnie (ou d'un agent général) et mentionnant les activités garanties, l'assurance couvrant la responsabilité civile décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792-à 1792-6 du Code Civil.

L'attestation doit être produite, soit à la demande du maître de l'ouvrage avant signature du marché, soit dans un délai de 10 jours de la notification du présent marché et dans tous les cas avant le démarrage des travaux.

Cette assurance devra être en cours de validité à la date d'ouverture de chantier quelle que soit la date d'intervention de l'entrepreneur.

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le présent marché aux torts du titulaire en cas de non production des justificatifs d'assurance.

Le titulaire et ses cotraitants font leur affaire de la collecte des attestations d'assurance de leurs sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Les entreprises seront également tenues contractuellement de s'assurer pour la garantie de bon fonctionnement édictée par l'article 1792-3 du Code Civil.

## 17.3. Assurance des travaux

Le maître d'ouvrage n'a pas prévu de souscrire une police tous risques chantier.

Le maître d'ouvrage a prévu de souscrire une police dommages-ouvrage.

## 17.4. Absence ou insuffisance de garantie du titulaire

Le titulaire s'interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non courantes, ou sans avis technique, ou non agréées par les assureurs sans accord préalable et écrit du maître d'ouvrage et en toute hypothèse **les surprimes** qui en résulteraient éventuellement pour le maître d'ouvrage au titre des polices qu'il souscrit **seront intégralement répercutées sur le titulaire concerné et recouvrées par prélèvement sur les sommes qui lui seront dues au titre de son marché.**

De même, le titulaire **supportera toute surprime éventuelle due à une absence de qualification professionnelle reconnue ou à une absence ou insuffisance de garantie.**

## 17.5. Sinistres

**En cas de sinistre en cours de chantier**, le titulaire, et s'il y a lieu ses cotraitants, ne pourra s'opposer à l'accès sur les lieux du sinistre des assureurs couvrant la responsabilité professionnelle des réalisateurs, des fabricants au sens de l'article 1792-4 du Code Civil, des fournisseurs et du contrôleur technique.

L'entrepreneur ne pourra s'opposer à ce que ses assureurs ainsi que l'assureur de la police

dommages-ouvrages constatent l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation après sinistre.

## 18. Clause de réexamen

En complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions du marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

### **Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution**

Le titulaire unique pourra proposer au pouvoir adjudicateur ou à l'entité adjudicatrice la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

### **Evolution des prestations en fonction des besoins du marché :**

Conformément aux dispositions des articles L.2194-1 et R.2191-1 du code de la commande publique, un marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence dans les conditions prévues par voie réglementaire.

En cas de services supplémentaires devenus nécessaires, il sera fait application des articles R.2194-2 à 4 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2194-5 du code de la commande publique, le marché peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir.

Conformément à l'article R.2194-7 du code de la commande publique, le marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant ne sont pas substantielles.

Conformément à l'article R.2194-8 et R.2194-9 du code de la commande publique, le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens qui figurent dans l'avis annexé au présent code et à 10% du montant du marché initial pour les marchés de services et de fournitures.

Le titulaire devra communiquer un nouveau bordereau de prix intégrant les éléments de prestations modifiés. Après acceptation par le maître d'ouvrage de ce nouveau bordereau, un avenant sera établi pour acter les modifications portées au marché.

## 19. Différents et litiges

La loi française est seule applicable au présent marché. En cas de litige, le tribunal compétent est le Tribunal Judiciaire de Coutances, 10a rue du Palais de Justice CS40719 – 50207 Coutances Cedex.

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance, relatifs au présent marché doivent être rédigés en langue française.

## 20. Résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies au chapitre 7 du CCAG Travaux. Dans le cadre d'un marché à tranches optionnelles, seule la tranche ferme à laquelle il est mis fin de façon anticipée ouvre droit à indemnisation.

Les tranches optionnelles ne peuvent ouvrir droit à indemnisation du titulaire que si la résiliation intervient après la décision d'affermissement prise par le pouvoir adjudicateur. Le titulaire a alors droit à l'indemnisation du préjudice qui découle de l'inexécution de cette tranche.

En revanche, si la résiliation intervient avant la décision d'affermissement de la tranche, celle-ci est considérée comme étant abandonnée, au même titre que si le pouvoir adjudicateur avait décidé de ne pas l'affermir. Dans ce cas, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnisation car, en l'absence d'un droit à affermissement, son préjudice est purement éventuel.

### Résiliation pour faute du titulaire

Le maître d'ouvrage pourra résilier le marché selon les dispositions de l'article 50.3 du CCAG Travaux.

### Résiliation aux frais et risques du titulaire

L'acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire. La décision de résiliation le mentionnera expressément. Dans ce cas, et



par dérogation à l'article 51.2.3 du CCAG Travaux, la notification du décompte de résiliation par le maître d'ouvrage au titulaire doit être faite au plus tard deux mois après le règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations.

Les dispositions des articles 45 à 48 du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) Travaux sont applicables au présent marché auxquelles s'ajoute la disposition suivante.

#### Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 46.4 du CCAG Travaux, sans préjudice de l'application de ses dispositions au titre des alinéas 2 et 3, l'indemnité de résiliation est fixée à 5% du montant initial HT du présent marché, diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

## 21. Confidentialité et Sécurité

Les informations et renseignements fournis par la CPAM de la Manche sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du Nouveau Code Pénal).

En conséquence, le Titulaire s'engage à respecter de façon absolue cette obligation et à la faire respecter par son personnel.

Un engagement contractuel de confidentialité sera signé avec le(s) Titulaire(s).

Un livret de sécurité sera également transmis au(x) Titulaire(s). Celui-ci, par la réception de ce livret, s'engage à le respecter et à le diffuser à l'ensemble de son personnel affecté au présent marché.

## 22. Dérogations au CCAG applicable

Liste des articles du CCAG Travaux auxquels il est dérogé et intitulé des articles par lesquels sont introduites ces dérogations :

Articles du CCAP	Articles du CCAG
Mode de passation	5.2.3
Pièces contractuelles	4.1
Augmentation du montant des travaux	14.4.3
Demande de paiement d'acompte	12.2.2
Demande de paiement final	12.3.2 et 12.4.4
Pénalités de retard	19
Retenues pour remise des documents fournis après l'exécution	19.3
Période de préparation, programme d'exécution des travaux	28.1
Registre de chantier	28.5
Réception	42.2
Documents fournis après exécution	40
Résiliation	51.2.3